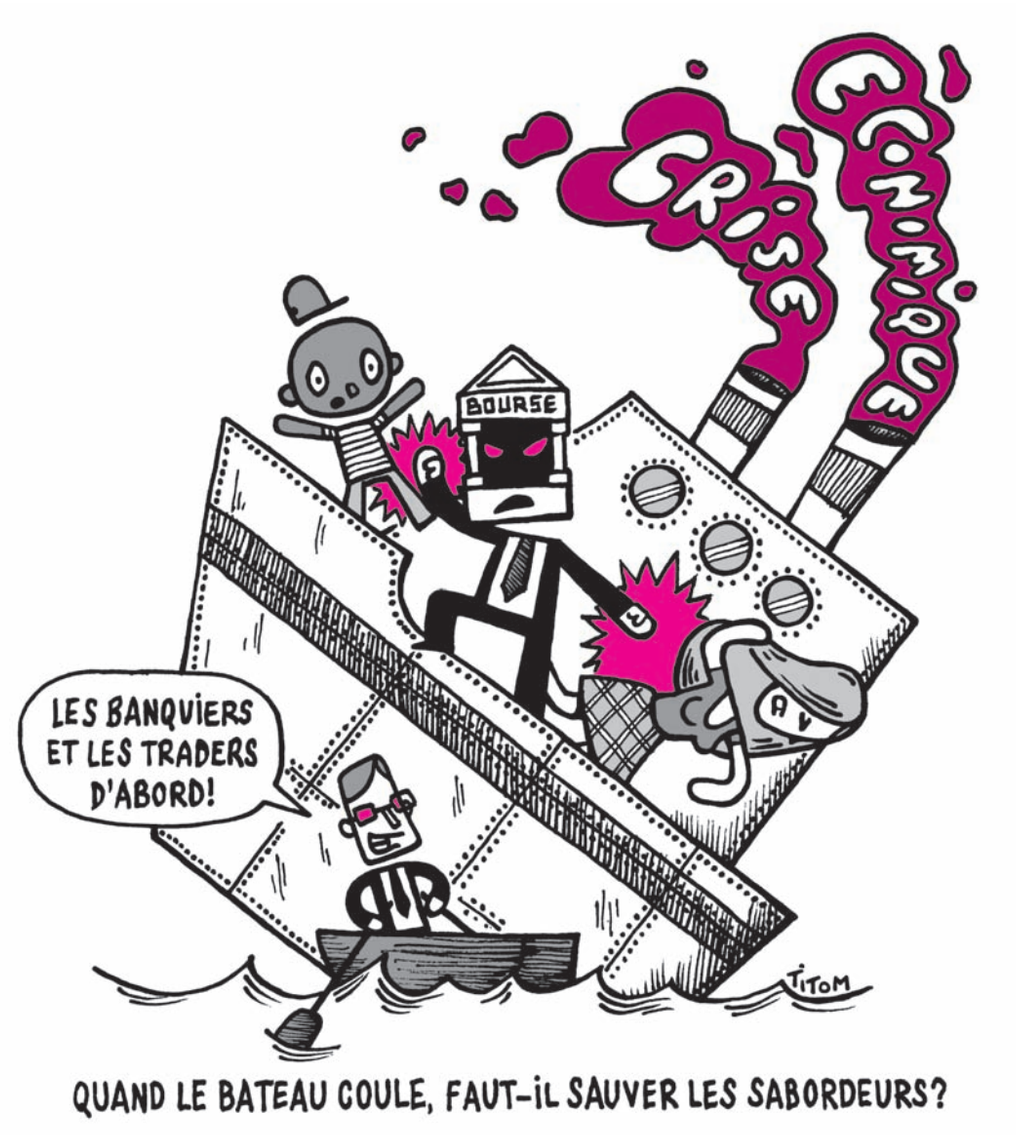
SE RÉAPPROPRIER ENSEMBLE L'AVENIR DE NOTRE MONDE

ATTAC-LIÈGE

Bimestriel de liaison et d'information du groupe Attac-Liège (asbl) • n° 62 • février - mars 2011

attac **A**ssociation pour la **T**axation des **T**ransactions financières pour l'**A**ide aux **C**itoyens

Belgique -Belgie
P.P.
40-49 LIÈGE X
9/2858



QUAND LE BATEAU COULE, FAUT-IL SAUVER LES SABORDEURS?

Illustration de Titom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0.be

Éditeur responsable : Chrisitine Pagnoulle, rue du Beau-Mur, 48 • 4030 LIÈGE • Bureau de dépôt, Liège X

Assemblées générales

Mercredi 4 mai 2011
à 19 h 30

à Liège, rue du Beau-Mur, 48

Un rendez-vous annuel : le renouvellement de mandats, rapports et petit cinéclub

Attac-Liège
Centre liégeois du Beau-Mur,
Rue du Beau Mur, 48
4030 Liège
Tél : 04 349 19 02
info@liege.attac.be
www.local.attac.org/liege
Permanence les mardis, et vendredis
de 10 à 13 heures.

Attac-Wallonie-Bruxelles
wal-bxl@attac.be

Cotisations

➜ 7,5 euros pour les étudiants, chômeurs, temps partiels, retraités (1,25 euros/deux mois*)'
➜ 15 euros pour les actifs ou 1,25 euros par mois*)
➜ 30 euros pour les associations (ou 2,5 euros par mois*)

Compte n °
001-3324624-25

* si vous optez pour l'ordre permanent

Assemblées générales

Mercredi 4 mai, à 19h et 19h30

Un rendez-vous essentiel pour la vie de l'association
19 h. Membres effectifs : quels nouveaux ?
19h30, tous les membres
Approbation des rapports, décharge pour les comptes ; désignation des membres du nouveau groupe de coordination.
Voir l'appel à candidature.
Ciné-débat : *The Story of Stuff*

Jeudi 23 juin

Soirée solstice
Souper pasticcio
Conférence-débat sur climat, croissance, emploi, et le nucléaire dans tout ça ?
Avec **Daniel Tanuro**

ÉDITO

Dans le monde arabe, le peuple est dans la rue. Presque spontanément, grâce aux réseaux sociaux (comme on dit), grâce aux GSM. Les peuples font le ménage de leurs dictateurs et tentent de s'en prendre aux habitudes bien plus profondes de la corruption et du copinage. Et ce n'est pas gagné. L'appui de l'Occident (tardif et réticent) peut être davantage une menace qu'un atout. Nous sommes loin, en tout cas, de la vision prémâchée de populations résignées, voire endoctrinées par l'Islam.

Chez nous, certes, pas de dictature, même pas de gouvernement de plein exercice (un souverain, non élu, qui fait valser les préformateurs, négociateurs, démineurs et autres conciliateurs). Et pourtant, si, bien sûr, il y a chez nous comme partout dans le monde aujourd'hui, cette dictature insidieuse de marchés en quête de profit, qui nous font consommer, qui nous font voyager, qui nous assouplissent jusqu'à la plus précaire des flexibilités, qui poursuivent leur mission de privatisation tous azimuts, qui activent et réactivent, qui débauchent plus qu'ils n'embauchent. Qui ça ? Hé oui, caractéristique du stade actuel du capitalisme, ce 'ils', ce sont essentiellement des fonds de placement, presque jamais un nom et un visage, et, astuce supplémentaire, il se peut que vous et moi, par le biais de quelque compte épargne, nous en fassions partie. À la fois bourreaux et victimes, exploiteurs et exploités, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la moindre dialectique du Maître et de l'Esclave. Nous sommes tellement ancrés dans un système qui repose sur l'argent que nous imaginons difficilement comment un fonctionnement différent, par exemple les «missions bolivariennes» lancées par Chavez au Venezuela, peut se poursuivre sans incitant supplémentaire. Pire, les médecins qui soignent gratuitement dans ce cadre commencent aussi à se lasser. Recevoir un revenu garanti (certes pas bien lourd) et travailler au service de nos frères humains ; vendre le fruit de la terre cultivée (de préférence sous forme d'agriculture paysanne) au sein de la communauté plutôt que d'exporter ; penser et vivre en fonction du bien commun et non de l'intérêt individuel. Cela semble simple, évident, mais c'est tellement éloigné du fonctionnement actuel que cela fait figure d'utopie.

Cultivons-la, cette utopie.

Christine Pagnoulle

Illustration de Titom, licence Creative Commons by-nc-nd 2.0.be

LA CLAUSE : ON AVANCE !

Aloys Moray

La Clause de l'Européenne la plus favorisée, qui a été détaillée dans nos bulletins n°58 et 59, a fait l'objet, en février 2010, d'une résolution de l'Assemblée nationale française, adoptée à l'unanimité, moins quelques voix. Etait également prévue l'obligation pour le gouvernement de reprendre à des fins comparatives le travail de Choisir la cause des femmes. Ce qu'à ce jour, il n'a pas entrepris.

Par ailleurs, la nouvelle ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale, Roseline Bachelot, qui participa en 1995 au premier Observatoire de la Parité, a fait part, lors du dernier Conseil européen de politique sociale, de l'existence de la Clause et a demandé que l'institut de Vilnius soit tenu d'analyser l'ensemble des législations européennes afin de poursuivre les politiques d'égalité prévues dans les traités et dans la charte des droits fondamentaux.

Au Parlement européen, la présidente de la Commission Emploi et Affaires sociales, Pervenche Berès a proposé un rapport d'initiative législatif sur la Clause. A l'automne dernier, lors de la session parlementaire, la députée Élisabeth Morin-Chartier a fait inclure la Clause au programme de travail de la Commission Emploi et Affaires sociales pour l'année en cours.

Petits pas après petits pas…. La route sera très longue.

Nos femmes et hommes politiques connaissent-ils « la Clause de l'Européenne la plus favorisée » ? Que comptent-ils entreprendre à ce propos ? À nous de les interpeller !

« Choisir la cause des femmes », initiée par Gisèle Halimi, s'occupe de la situation féminine en Europe. Mais la cause des femmes est mondiale. Aussi faut- il lire, relire et diffuser *Le livre noir de la condition des femmes* paru en 2006. En 2011, il garde la même brûlante actualité.

En préambule de sa déclaration de 1993, l'ONU a inscrit l'urgence d'apporter aux femmes tous les droits et principes du genre humain. Sécurité, intégrité, liberté, dignité, égalité. Au cours des neuf cent cinquante pages de ce livre, reportages et témoignages, apportés par une quarantaines de contributrices, nous montrent qu'il n'en est rien advenu, quel que soit le continent, et nous plongent, à force d'exemples indubitables, dans l'horreur ainsi que dans la tristesse et la honte de notre impuissance.

Comme il est souligné dans la préface : « L'ingéniosité des civilisations humaines en matière de violences exercées contre les femmes est sans limites…violences physiques en temps de guerre comme de paix, violences collectives et individuelles, violences économiques, sociales, politiques, religieuses, violences psychologiques aussi».

Le livre noir de la condition des femmes, dirigé par Christine Ockrent, Éditions Points, 2007, p. 784, 9.80 euros.

TROISIÈME FORMATION GÉOPOLITIQUE

Le samedi 4 décembre 2010 : l'Inde

Christine Pagnoulle

Le samedi 4 décembre, toutes les conditions météo étaient réunies pour rassembler un minimum de participants, et pourtant, nous étions plus de septante à l'Article 23. Après une brève introduction de Josiane, qui souligne les paradoxes d'un sous-continent qui détient la bombe H, contrôle des multinationales (Mittal), forme plus de 400.000 ingénieurs par an, mais où 4 personnes sur 10 sont analphabètes et où la petite paysannerie est réduite à la misère par sa dépendance envers des groupes agro-alimentaires, nous écouterons successivement un exposé sur les castes qui fait le lien entre passé et présent, une approche économique comparant Chine et Inde et enfin le récit de la résistance menée par le mouvement Ekta Parishad.

Raphaël Gutmann, professeur à l'École supérieure de gestion, auteur de *Entre castes et classes : les communistes indiens face à la politisation des basses classes* (L'Harmattan, 2010), retrace l'origine probable des castes, les Aryens constituant les trois premières (brahmans, guerriers et commerçants) et les Dravidiens celles des paysans et des intouchables. La pureté est le critère de distinction entre les trois premières et la quatrième, d'où se détachent plus tard les hors castes, encore plus impurs. Nous avons donc là un système de discrimination bien plus performant que l'apartheid puisqu'il repose sur la conviction religieuse que la caste dans laquelle nous naissons est une juste rétribution. Aujourd'hui encore, alors que l'intouchabilité est officiellement abolie par l'article 17 de la constitution (entrée en vigueur en 1950), elle reste un fait de société manifeste et de nombreux sites Internet attestent de la recherche de conjoint à l'intérieur d'une des quelque 5.000 sous-castes endogames. Si la division en castes remonte à des millénaires, le système s'adapte, au fil des réalités changeantes, notamment la démocratie et l'économie de marché mondialisée, qui viennent bousculer ces hiérarchies. Des «dalits» (nom que se donnent des «intouchables» et qui signifie «opprimé») peuvent être élus à des postes où ils

TROISIÈME FORMATION GÉOPOLITIQUE

Le samedi 4 décembre 2010 : l'Inde

dirigent des brahmanes, par exemple K. R. Narayan, président de la république indienne de 1997 à 2002, est un dalit, de même l'Etat très peuplé d'Uttar Pradesh a élu à sa tête une femme dalit Kumari Mayawati, qui est certes autoritaire, corrompue, mégalomane, mais joue un rôle émancipateur tant pour les femmes que pour les dalits, auxquels elle a dédié un parc à Luknow.

Jean-Joseph Boillot, économiste, conseiller au Club du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), cofondateur du Euro-India Economic & Business Group, auteur notamment de *L'Économie de l'Inde* (La Découverte, 2008), nous présente la situation économique de l'Inde et de la Chine aujourd'hui et demain. Un de ses graphiques les plus éclairants nous fait voir à quel point la domination économique occidentale est de courte durée à l'échelle de l'histoire humaine. Jusqu'au 17e siècle, Inde et Chine étaient de grandes puissances et elles comptent bien le redevenir. En dépit de l'utilisation récurrente d'expressions comme 'capital humain' et de sa focalisation sur la démographie et le produit intérieur brut (PIB) comme indicateurs de développement, il nous dit préférer l'indice de développement humain, mais affirme qu'il existe une corrélation étroite entre PIB et IDH. La fin de l'exposé élargit la prospective à l'échelle planétaire. Il voit se dessiner quatre blocs : les Amériques (sous l'égide des Etats-Unis), la grande Chine (avec l'Asie du Sud-Est), l'Inde et le Moyen-Orient, et puis l'Afrique et l'Europe s'appuyant l'une sur l'autre au lieu de se rejeter.

Jacques Vellut, militant de longue date pour une approche alternative de la finance et de l'économie, membre du Centre tricontinental (CETRI) à Louvain-la-Neuve et du mouvement indien Ekta Parishad, nous parle ensuite des mouvements de résistance de la paysannerie indienne face à la puissance des sociétés agroalimentaires. Il avait prévu de projeter deux vidéos retraçant les luttes de ce mouvement essentiellement pacifique dans le sillage de Gandhi, et nous avons pu voir des images d'une marche de 350 kilomètres de Bombay à Delhi en octobre 2007, mais pour une raison mystérieuse, le son n'a pas voulu fonctionner. Si l'Inde est bien entrée dans la mondialisation, c'est par le biais de grandes entreprises ; la petite paysannerie, sur laquelle repose pourtant la tâche de nourrir la population, se voit réduite à une pauvreté de plus en plus extrême. Parfois les terres sont vendues pour rembourser des dettes ou elles sont expropriées en faveur de compagnies minières, et les anciens paysans se retrouvent dans des bidonvilles, augmentant ainsi le nombre des bouches à nourrir. Ekta Parishad, un mouvement où l'on trouve beaucoup d'adivasi (premiers habitants, refoulés dans les forêts) et relativement peu de dalits, défend les droits des paysans et développe la dimension politique de ces revendications.

Communiqué sur la question de la croissance

(après une réunion de 16 membres de différentes locales d'ATTAC Wallonie-Bruxelles le samedi 12 mars 2011)

Constatant que l'environnemental et le social sont indissociables, que l'épuisement des ressources naturelles et la raréfaction des biens essentiels à la vie comme l'air, l'eau et la terre sont la conséquence directe d'une exploitation guidée par la recherche du profit, c'est-à-dire du modèle capitaliste, que les effets de cette utilisation intensive induisent des questions environnementales très sérieuses, ATTAC Wallonie-Bruxelles affirme avec bien d'autres (Généreux, Gadrey, Sarkar pour n'en citer que trois) qu'il nous faut au plus vite changer de modèle de société, et que c'est un changement qui doit s'opérer à tous les niveaux : économique, social, et donc politique, mais aussi culturel, c'est-à-dire finalement anthropologique (« vivre ensemble dans un environnement qui ne nous appartient pas »). Le problème est mondial, et devrait donc être saisi et résolu au niveau mondial, par une planification en fonction des besoins de tous. Opposés à toute forme de productivisme, nous soutenons la mise en place de solutions collectives comme l'organisation des transports, tant des personnes que des marchandises, une distribution équitable, chaque fois que possible la relocalisation des activités. (Un des avantages de la relocalisation est d'éviter les trajets intercontinentaux aberrants, même d'un point de vue de rentabilité économique, qui ont lieu aujourd'hui au nom d'une logique de maximalisation des profits financiers.)

Conscients de l'emprise de la culture et du mode de production capitalistes par le biais de la publicité et de l'obsolescence planifiée, nous participons activement à la dénonciation de ces éléments essentiels au fonctionnement du système. Le crédit est également à dénoncer dès qu'il induit la surconsommation.

Nous rappelons par ailleurs que les élus, les politiques ont bel et bien un pouvoir et que c'est un choix qu'ils font de se mettre au service du secteur de la finance et des multinationales plutôt qu'au service de l'intérêt général et d'un avenir commun à construire.

La société que nous proposons, et c'est l'horizon qui doit inspirer nos combats, développera la responsabilité citoyenne et mettra en œuvre simultanément les idéaux de liberté (de pensée, d'expression, d'association), d'égalité (par l'assurance de satisfaire les droits fondamentaux de chacun) et la fraternité ou solidarité qui doit présider à la sphère économique et est incompatible avec la mainmise d'une minorité sur les moyens de production.

TAXER PLUS ? NON, TAXER AUTREMENT !

Texte d'une carte blanche publiée dans «La Libre Belgique» le 10 février 2011

Éric GOEMAN, Coordinateur du FAN, Daniel PUISSANT, Secrétaire du R.J.F.

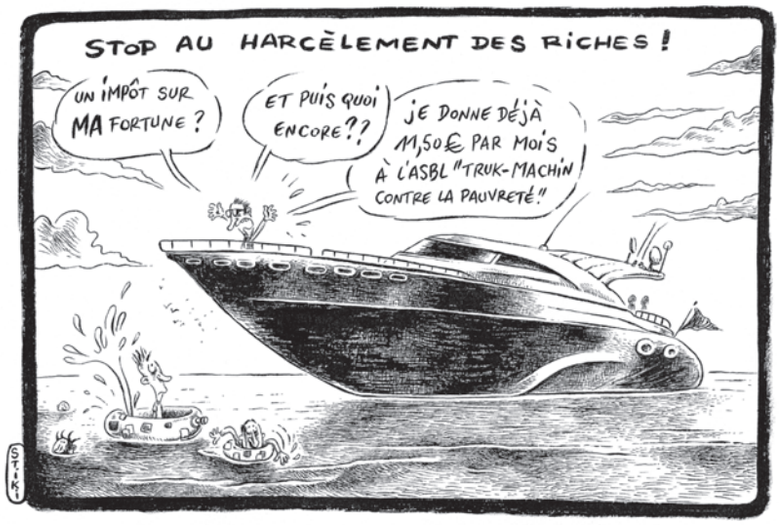


Illustration de Stiki - http://ledessindulundi.ultra-book.com/

Le gouvernement fédéral devra, dit-on, trouver 25 milliards d'euros d'ici à 2015 pour combler le déficit public. Selon le Réseau pour la justice fiscale, ce n'est pas la voie de la réduction des dépenses sociales qu'il faut poursuivre, c'est celle de la meilleure répartition de la pression fiscale voire de l'augmentation ciblée des recettes fiscales. Nous ne voulons pas que les petits et moyens revenus paient une deuxième fois la crise. La rigueur compromettrait d'ailleurs une reprise économique et donc l'emploi.

Ce choix d'une autre fiscalité est justifié par le fait qu'actuellement, l'impôt, sous ses diverses formes, n'est pas vraiment progressif. Il défavorise bas et moyens revenus ; mais il accorde divers privilèges à ceux qui disposent de patrimoines ou de hauts revenus.

Plusieurs mécanismes en attestent.

Alors que l'imposition commence relativement tôt (de très petits revenus sont déjà taxés à 25%), deux réformes fiscales successives (dans les années 80 et la réforme Reynders de 2002) ont *supprimé 5 tranches supérieures de l'impôt des personnes physiques* (passant de 62,5% à 50%). Cela signifie que la taxation finit proportionnellement vite pour ceux qui ont pu profiter des exubérances financières de ces dernières années.

En Belgique, ce phénomène a été renforcé par la *fin de la globalisation des revenus* en 1982. Depuis cette date en effet, la taxation ne porte plus sur l'ensemble des revenus (c'est-à-dire sur la somme des revenus du travail + immobilier+ capitaux). Les revenus de capitaux (obligations, actions, SICAV…) sont taxés forfaitairement et de manière distincte (précompte libératoire), alors que la sphère financière créée par des politiques de dérégulation néolibérale accorde de plantureux bénéfices aux actionnaires et aux spéculateurs.

À ces avantages, qui privilégient les détenteurs de capitaux par rapport à ceux qui vivent de leur travail ou d'allocations sociales, il faut ajouter quelques *spécificités fiscales propres à la Belgique*.

➜ Il n'y a pas de taxe sur les plus-values de capitaux (seuls le Luxembourg et la Suisse sont également dans ce cas),

➜ Il n'y a pas non plus de centrale d'informations bancaires ouverte à l'administration fiscale et permettant un accès rapide aux comptes bancaires, comme par exemple en France avec le fichier FICOBA. Le secret bancaire réel (interdiction de transfert d'informations, sauf succession ou cas de suspicion grave) est trop facilement assimilé à l'obligation de « discrétion » dont tout employé est évidemment redevable. Obligation d'ailleurs reconnue par les autorités belges. En effet, c'est en conformité avec cette réalité que la Belgique permet via la centrale des crédits aux particuliers que les employés des institutions bancaires puissent consulter l'état d'endettement de leurs clients avant l'octroi de tout nouveau prêt. L'objectif derrière cette autorisation étant la lutte contre le surendettement, la lutte contre la fraude fiscale est-elle un moins noble objectif ? Et les agents de l'administration fiscale sont-ils moins fiables en termes de respect du secret professionnel que le personnel bancaire ?

Ce secret entretient l'opacité financière. Il favorise la fraude sociale et fiscale, estimée entre 20 et 30 milliards d'euros. Cette fraude a été mise en évidence par une récente Commission parlementaire qui a formulé 108 recommandations, et dont la mise en application est attendue avec impatience. Le secret bancaire entretient aussi l'évasion fiscale en direction des « trous noirs » de la finance (paradis fiscaux), très nombreux en Europe…

➜ la persistance de ce secret bancaire fiscal constitue un frein essentiel pour un meilleur contrôle des revenus imposables, mais également pour le recouvrement efficace de tous les impôts et autres taxes tant à l'échelle fédérale que pour les autres niveaux de pouvoirs. Cette dernière dimension a pour effet que même quand l'administration fiscale arrive à découvrir une fraude fiscale, elle n'arrive pas toujours à faire payer l'impôt dû, notamment à cause de la non-connaissance des comptes bancaires des contribuables. Par analogie, nous sommes confrontés à une situation où un juge condamnerait une personne, mais faute de moyen le condamné n'est pas poursuivi et la peine n'est jamais appliquée.

➜ Il n'existe pas d'impôt sur la fortune ou sur les patrimoines. Les détenteurs de richesses échappent à l'impôt de manière disproportionnée par rapport à l'ampleur de leur patrimoine et revenus. En Belgique, malgré l'existence du secret bancaire, on peut avancer les chiffres de 72.000 millionnaires en dollars et de 717 milliards d'euros en patrimoines des particuliers (financier liquide et disponible), soit malgré la crise, une fortune moyenne par habitant adulte de

.../...

TAXER PLUS ? NON, TAXER AUTREMENT !

.../... 150.000 d'euros … Ce chiffre est à mettre en parallèle avec celui du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté : 15 % de la population, soit une personne sur sept !

➜ Ajoutons à tous ces avantages les intérêts notionnels et autres rabais d'impôts dont bénéficient les plus grosses entreprises cotées en Bourse qui ne paient pratiquement pas d'impôt sur leurs bénéfices, pour le plus grand bonheur de leurs actionnaires. Fait révélateur : nous constatons aujourd'hui que des pays qui ont fortement abaissé l'impôt des sociétés au cours de la période récente se trouvent aujourd'hui confrontés à un emballement de leur dette : la Grèce et l'Irlande notamment.

Tout ceci fait que l'on peut parler de la Belgique comme d'un îlot fiscal ou plus simplement un paradis fiscal !

L'accentuation de la lutte réelle contre la fraude fiscale (par le renforcement en moyens humains et technologiques du Service Public Fédéral Finances au moment où les nombreux départs à la retraite vident carrément de nombreux services), le recouvrement correct des dettes fiscales dont l'arriéré est trop important et l'accroissement de la fiscalité des hauts revenus des particuliers et des sociétés sont des conditions indispensables pour sortir de la crise. Cela permettrait certainement à la fois de réduire la dette publique, de fournir à l'Etat des moyens de créer des emplois publics et de soutenir les revenus les plus faibles

C'est pourquoi le Réseau pour la Justice Fiscale et Financieel Actie Netwerk (60 organisations de développement, d'éducation permanente, de lutte contre la pauvreté et syndicales), présentent leurs exigences au travers d'une campagne « *Ne laissez pas échapper les grosses fortunes* ». Il ne s'agit pas de taxer plus, il s'agit de taxer autrement. Et en tout cas, pas ceux qui vivent seulement grâce à leur travail ou à des allocations sociales. Un site a été créé à cet effet (www.lesgrossesfortunes.be). Il reprend les principaux éléments de cette campagne pour un impôt juste, redistributif et ouvert sur une société développée et démocratique. Diverses manifestations et initiatives d'associations et mouvements sociaux importants appuient le lancement de cette campagne tant au Nord qu'au Sud du pays. L'austérité n'est pas une fatalité… des alternatives fiscales existent.

1. De plus d'un million $ disponible hors restant du patrimoine
2. La commission d'enquête parlementaire sur les grands dossiers de fraude fiscale préconisait notamment dans son rapport adopté en mai 2009 par tous les partis démocratiques : d'augmenter les moyens et le nombre de fonctionnaires mis à la disposition de l'Inspection Spéciale des Impôts et de revaloriser le statut des agents affectés à la lutte contre la fraude fiscale.

SOIRÉE FISCALITÉ :

Présentation de la campagne « Grosses fortunes » et exposé sur le secret bancaire comme outil de fraude fiscale mercredi 23 février 2011

Christine Pagnoulle

Le mercredi 23 février dernier, nous étions une trentaine à écouter Daniel Puissant et Paul Dumbruch sur ce qui devrait être modifié pour que le système fiscal belge devienne plus juste et plus efficace.

Daniel nous rappelle combien les impôts sont indispensables au fonctionnement de la société : sans impôts, pas d'infrastructures, de soins de santé accessibles, d'enseignement gratuit, de services publics, de sécurité sociale… Le Réseau pour la Justice fiscale (RJF) remplit une double mission : d'information du grand public et d'interpellation du monde politique, l'objectif étant une économie centrée sur les besoins humains et non sur le profit.

Dans un contexte où l'augmentation du déficit public fait que des réductions de dépenses sociales sont présentées comme inévitables, il est urgent de montrer que l'austérité n'est pas une fatalité, qu'une fiscalité juste et une lutte efficace contre la fraude fiscale sont des alternatives plausibles. C'est ce qui explique la campagne lancée le 9 février dernier 'Ne laissez pas échapper les grosses fortunes !', dont l'élément principal est la pétition à signer en ligne sur le site www.lesgrossesfortunes.be/ ou sur papier (des dépliants sont disponibles au secrétariat d'ATTAC-Liège, entre autres). Les mesures proposées mériteraient d'être affinées, mais l'idée générale est qu'il existe des ressources financières considérables qui devraient être taxées tant dans les avoirs mobiliers (qui échappent à tout contrôle grâce au secret bancaire – et il s'agit ici de fortunes de plus d'un million d'euros hors habitation propre, donc vraiment rien à voir avec la plupart des épargnants) que dans les bénéfices indus perçus par les sociétés sous-imposées. Pour être efficaces, ces mesures fiscales devraient être mises en place au niveau international, au minimum européen. (Voir la carte blanche publiée ci-dessus.)

Avant d'expliquer comment le secret bancaire est un outil de fraude fiscale, Paul Dumbruch nous livre quelques éléments en guise de grille de lecture.

1. Dans les bonnes résolutions du G20 lors de l'éclatement de la crise, la Belgique se trouvait sur la liste grise de pays dont l'opacité financière fait qu'ils s'apparentent à des paradis fiscaux, avec l'Autriche et le GD de Luxembourg.
2. Les trois mêmes pays se font épingler en matière de manque d'échanges d'informations sur les revenus mobiliers.
3. Un élément permet l'espoir d'une levée générale du secret bancaire en Belgique : sous la pression internationale, il a été levé pour les comptes de non-résidents.

4. Certes, il existe des circonstances où le secret bancaire peut être levé, mais elles sont tellement bien balisées que les services centraux ne reçoivent pas de demandes de levée.
5. Invoquer la défense de la vie privée pour maintenir le secret bancaire est absurde si l'on songe à toutes les informations qui circulent sur nos avoirs, notre santé, nos accidents de roulage, sans que personne y trouve à redire. Idem pour l'argument de la défense de droits face à un hypothétique risque de dictature, puisque le dirigeant pourrait facilement recueillir des informations directement via les banques.

Paul Dumbruch illustre ensuite l'implication du secret bancaire dans trois formes de fraude, de la plus banale à la plus grave.

A. Le petit entrepreneur en construction Surcouf est à la tête d'une entreprise qui a un compte dans la banque X. Systématiquement, il facture 60% de ce qui est payé, le reste l'étant au noir, soit versé en liquide et placé sur un compte dans la banque Y soit viré sur ce compte par le client. Surcouf déclare un revenu annuel minime (10 000 euros) peu en accord avec son train de vie. Mais comment prouver qu'il y a mécanisme de fraude ? Comment découvrir l'autre compte ? Il faudrait comme en France un système de ficher FICOBA (fichier centralisé des comptes bancaires) qui mentionnerait aussi les mandataires pour chaque compte.

B. Barberousse, lui, fraude depuis 15 ans et il a 2 millions d'euros à placer. Il lui est conseillé de les transférer au Luxembourg et de choisir un placement en assurance (branche 21 ou branche 23) sur lequel jusqu'à présent il n'y a pas du tout de précompte A terme, dans le contexte de l'UE, il y aura sans doute un précompte de 35% sur les assurances aussi.

C. Rackam, lui, c'est le requin de la fraude internationale. Il a 100 millions d'euros à la KB Bruxelles qui vont être investis dans une 'société panaméenne'. En fait, ils ne vont pas quitter Bruxelles, mais seront virtuellement placés dans un paradis fiscal.

Ceci montre bien que la lutte pour la levée du secret bancaire et la lutte contre les paradis fiscaux sont un seul et même combat (qui est d'ailleurs aussi porté par ATTAC).

Quelques remarques intéressantes ressortent du débat avec la salle :

Les enfants de rentiers peuvent être boursiers !

Dans les faits, le ministre des Finances n'est nommé qu'avec l'aval des banques, cela limite son indépendance… et est tout à fait inacceptable dans un état de droit.

Une des recommandations émises par la Commission d'enquête parlementaire sur les grands dossiers de fraude fiscale prévoit la création d'un Comité F devant lequel les fonctionnaires des finances pourraient éventuellement porter plainte contre un supérieur qui ne ferait pas son travail, mais il faudrait que ce comité dépende du Parlement pour que soit garantie son indépendance.

L'administration fiscale recommande une «approche client», peu compatible avec la lutte contre la fraude.

Les droits de succession sont prévus de telle sorte que peu de personnes mal conseillées en paient encore…

QUATRIÈME FORMATION GÉOPOLITIQUE

Le samedi 5 février 2011 : le Brésil

Christine Pagnoulle

Le samedi 5 février (temps doux, chants d'oiseaux), nous étions une bonne soixantaine à la salle Wittert de l'Université de Liège, désireux d'en savoir plus sur la situation actuelle au Brésil et son rôle au niveau international.

Notre premier intervenant est **Laurent Delcourt** du Centre tricontinental à Louvain-la-Neuve. Il développe certains éléments de la présentation de Josiane Marquet, notamment le tournant qu'a représenté 2003 et le redressement spectaculaire de l'économie brésilienne qui s'en est suivi.

Fondé en 1980, le Parti des Travailleurs, à la différence de beaucoup d'autres partis d'Amérique latine, n'a pas de doctrine, se situe entre la social-démocratie et le communisme et a longtemps pu se contenter de réclamer la démocratie contre la dictature militaire. Il arrive au pouvoir en 2003 et y reste en 2011. S'il y a bien continuité entre Lula et Dilma Roussef, il y a aussi de profondes différences. Lula (Luiz Inácio Lula da Silva) est une figure charismatique déjà en vue à la fin des années 70, alors à la tête des métallurgistes en grève. Il vient du monde syndical et chrétien. Dilma Roussef vient de la gauche laïque et a un passé militant très engagé (elle a fait de la prison suite à des braquages pour financer la lutte contre la dictature militaire). Elle a été élue par les plus pauvres alors que Lula avait attiré le vote (urbain) des ouvriers et des intellectuels. La réussite économique du Brésil est saluée de tous, y compris par l'hebdomadaire assez conservateur *The Economist* et par le FMI. Le taux de croissance est élevé (7,6%) et cela s'est accompagné de création d'emplois (12 à 13 millions d'emplois sur les huit ans de mandat de Lula). Le pays est en passe de devenir la 5e puissance mondiale. Cela permet à l'État de mener des politiques sociales d'aide aux familles pauvres, notamment pour une meilleure alimentation, pour l'accès à l'enseignement, aux soins de santé. L'état redevient interventionniste et met un terme au cycle infernal des privatisations. Il faut dire que le contexte économique international est favorable.

Pourtant Lula n'a pas enregistré de

QUATRIÈME FORMATION GÉOPOLITIQUE
Le samedi 5 février 2011 : le Brésil

progrès dans la lutte contre les inégalités ; les structures sont restées les mêmes. A cela deux explications :

a. le système fiscal, extrêmement régressif, n'a pas changé (48% des recettes proviennent de taxes indirectes comme la TVA et seulement 3% de taxes foncières) ;

b. il n'y a pas eu de réforme agraire. Une carte du pays reprenant les occupations légales et illégales de terre montre clairement que dans les zones fertiles du sud, utilisées massivement pour la culture de soya, il y a peu d'installations légales. Le modèle agricole dominant est agro-exportateur, reposant sur la culture de cannes à sucre (fabrication d'éthanol à partir du sucre) et du soya transgénique (qui sert à nourrir le bétail et à produire de l'agrodiesel). Ce «désert vert» repousse les zones d'élevage vers la forêt amazonienne. Ces plaines qui étaient parmi les plus riches au monde sont dévastées par cette monoculture agrochimique dominée par des multinationales comme Monsanto. L'agriculture familiale et vivrière ne représente que 24,3% des terres.

Notre second intervenant, **Jean Jacques Kourliandsky**, est chercheur à l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques). Il s'attache à la position du Brésil sur la scène internationale et commence par rappeler que ce n'est pas un hasard si deux évènements sportifs majeurs sont programmés au Brésil dans les années qui viennent : la Coupe du monde de football en 2014 et les Jeux olympiques en 2016.

La mondialisation a commencé avec le voyage de Christophe Colomb en 1492. Dès 1493, l'Espagne et le Portugal se partagent le monde, sous les auspices pontificaux : le Pape trace un trait sur la carte du monde séparant les possessions espagnoles des portugaises. Grâce à leurs connaissances cartographiques, les Portugais vont habilement rectifier le tir, enfin le trait, ce qui leur permet d'étendre leurs possessions sur le continent américain. Aujourd'hui, avec l'Argentine et le Mexique, le Brésil est entré dans le G20.

En plus de son territoire immense et d'une population remarquable par son métissage, le Brésil peut se prévaloir d'une économie florissante.

Le pays a une longue tradition de dialogue et de diplomatie. Ainsi il n'y a pas eu de guerre d'indépendance, mais cela tient en partie à une singularité de l'histoire du Portugal. Suite aux guerres napoléoniennes, le roi du Portugal s'était installé à Rio, et quand il est retourné à Lisbonne en 1822, son fils y est resté avec le titre d'empereur du Brésil.

Le sentiment d'identité nationale culmine dans la création de la capitale, Brasilia, conçue par l'architecte Oscar Niemeyer.

Mais l'héritage brésilien comporte aussi des éléments négatifs. Le Brésil a été le dernier pays à abolir l'esclavage (en 1888). Les différentes ethnies sont très inégalement représentées dans les instances de pouvoir. Si l'on dénombre (très officiellement) 136 couleurs de peau, on trouve fort peu de noirs et de métis dans le gouvernement ou à la direction de l'économie, et il a fallu fixer un quota d'Afrobrésiliens à l'institut fort réputé qui forme les diplomates. Les inégalités sociales se marquent surtout dans les villes où les ghettos de pauvres (favelas) font face aux ghettos de riches (quartiers fermés) et elles sont source de grande violence. L'instabilité identitaire est favorable à une religiosité foisonnante, qui combine catholicisme et culte africain. L'état est miné par la corruption. La politique étrangère est divisée entre le désir d'indépendance et la tentation d'une alliance avec les Etats-Unis et l'Occident.

Si nous comparons la situation en 2002 et en 2010, nous pouvons dégager les points suivants.

1. Montée en puissance diplomatique.
2. Consolidation de la cohérence interne par réduction de la fracture sociale et revalorisation de l'héritage africain.
3. Intégration du continent sud-américain. Le Brésil n'est pas membre de l'ALBA (alliance bolivarienne), même s'il entretient d'excellentes relations avec chacun de ses membres et ne soutient guère la Banque du Sud, ne voyant pas en quoi elle peut lui être utile. En revanche, il participe à ce marché commun d'Amérique du Sud qu'est le Mercosur et a lancé l'association continentale Unasur, qui a permis de régler des problèmes internes en Equateur, en Bolivie, mais n'a pu empêcher le coup d'Etat au Honduras. Pour lutter contre l'influence du dollar, Unasur a adopté l'unité de compte appelée «sucre» et le Brésil et l'Argentine ont décidé de permettre à leurs entreprises de commercer dans leur monnaie respective.

Jean-Jacques Kourliandsky - © Photo: IRIS

Pour les services publics : Une seule issue : la lutte !

Englebert Renier

En trente ans d'une habile propagande assénée par l'ensemble des médias, la nouvelle orthodoxie libérale, travestie en vérité scientifique et parée des vertus de la démocratie, a réussi à implanter dans les esprits l'idée selon laquelle le dépérissement de l'état et des services publics serait inéluctable autant qu'irréversible.

La Commission européenne, incapable de justifier ses choix autrement que par la toute puissance du marché, s'arc-boute sur cette idée pour faire accepter toujours aux mêmes les sacrifices dont on connaît les bénéficiaires. À l'entendre, la marche des libéralisations et des privatisations dans les pays de l'Union aurait en quelque sorte atteint le point de non-retour.

Répandre le défaitisme en vue de prévenir toute opposition est une vieille tactique des élites dirigeantes. Tactique bien nécessaire en l'occurrence, car le bilan des politiques néolibérales est on ne peut plus lourd :

- rentabilisation des services au préjudice de la sécurité, de la santé et de l'environnement ;
- hausse des tarifs aux frais des particuliers, contrairement à la baisse des prix annoncée ;
- creusement des inégalités territoriales aux dépens des zones rurales et des cités populaires ;
- réduction des salaires et des effectifs, dégradation des conditions de travail, diminution de la qualité des services ;
- accroissement des revenus du capital au détriment de ceux du travail, rémunérations exorbitantes des actionnaires et des managers, retour en force de la misère et de la pauvreté ;
- colonisation de l'État par le marché, concurrence fiscale, prédominance de la technocratie, délitescence de la démocratie, percées de l'extrême droite.

De surcroît, après trente ans de déréglementation, le capitalisme exacerbé, débridé, sans cesse plus avide d'exploiter les inégalités grandissantes, a fini par provoquer la crise actuelle. Crise dont l'Union européenne nous promet de sortir grâce à une nouvelle cure d'austérité ! L'austérité, la panacée antisociale des néolibéraux.

N'en a-t-on pas assez d'une Europe à l'écoute, non des peuples, mais des nantis ?

Qui donc voudrait encore croire que « ce qui est bon pour le marché est forcément bon pour l'intérêt général » ?

Il y a des signes qui ne trompent pas. Dans un bon nombre de pays, la grogne, le mécontentement, la résistance se développent, s'accroissent et s'étendent. Des experts, des élus locaux, des conseils communaux, des parlementaires, des syndicats, des associations, des partis et même des médias se démarquent nettement des courants du néolibéralisme. Certains dénoncent les privatisations, d'autres la marchandisation des services. Certains fustigent les « intégristes » de la concurrence, d'autres les pourfendeurs de l'« État providence ». Plusieurs voix s'élèvent, qui réclament des « renationalisations » sur fond d'attachement de la population à ses services publics. « Près d'un Français sur deux se dit prêt à payer plus d'impôts pour les améliorer. »

Face à ces critiques, doléances et attentes, les pouvoirs politiques restent globalement imperturbables : seuls quelques-uns d'entre eux, perdus çà et là dans le monde, inclinent à « republiciser» tout ou partie de secteurs privatisés comme le réseau d'électricité, les chemins de fer, la distribution de l'eau, la sécurité des aéroports, etc.

Les forces droitières continuent donc à dominer. Forces moins prégnantes cependant, car la prise de conscience collective des impasses du libéralisme — qu'il soit « néo » ou « ultra» — gagne du terrain et porte en germe la renaissance des services publics.

Alors, à quand cette renaissance ? N'est-il pas temps de s'y préparer ? N'est-il pas temps de retracer les plans et les contours d'un État garant de services destinés à assurer le bien-être des hommes et femmes du XXIe siècle ?

N'est-il pas temps pour les pouvoirs politiques orientés à gauche de reprendre la main et d'en finir avec une technocratie qui joue le jeu des puissances d'argent ? N'est-il pas temps pour les citoyens progressistes organisés en partis, syndicats ou associations de secouer le joug d'une oligarchie économique et financière qui usurpe le nom de démocratie ?

Le chemin à suivre s'impose depuis des siècles : il faut se battre. Car, disait en substance Héraclite, c'est dans la lutte contre l'iniquité que naît la justice ; et qui plus est, cette lutte même, dès lors qu'elle advient, est déjà un acte de justice.

DÉCROISSANCE, POST-DÉCROISSANCE...

Pistes de lectures

Christine Pagnoulle

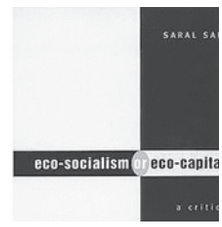
Jean Gadrey, *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire, les petits matins /* Alternatives économiques, 2010, p.189, 15 euros

Tim Jackson, *Prospérité sans croissance,* traduit par André Verkaeren et Edgar Szoc avec l'aide de Benoît Lechat et Guillaume Abgrall, De Boeck (planète en jeu), 2010, p. 248, 18 euros

Serge Latouche, *Sortir de la société de consommation, Voix et voies de la décroissance,* Les liens qui libèrent, 2010, p.211, 18 euros

Marc Prieto et Assen Slim, *Consommer moins pour vivre mieux ? idées reçues sur la décroissance,* Le Cavalier bleu, 2010, p.151, 18 euros

Saral Sarkar, *Eco-socialisme ou éco-capitalisme ?* (traduction française de l'ouvrage *Eco-Socialism or Eco-Capitalism: A Critical Analysis of Humanity's Fundamental Choices*, ZedBooks, 1999, p. 320, accessible en ligne à l'adresse www.oekosozialismus.net



Disons-le tout de suite, même si je les ai tous parcourus (et si j'ai même largement participé à la traduction du dernier cité), le seul de ces ouvrages dont je vais parler un peu ici, c'est le premier (qui est aussi le moins cher). Moins complet sans doute que l'étude traduite de Tim Jackson, il combine remarquablement l'approche économique et sociale au souci (vital) de préserver les ressources de la planète.

Serge Latouche répète, non sans accents mystiques, la nécessité éthique et donc politique du choix de l'objection de croissance. Le petit ouvrage de Prieto et Slim ronronne dans de la vulgarisation qui n'aborde à aucun moment le problème de nos choix économiques. Ils associent même, dans leur conclusion, décroissance et «pratiques . . . [qui mettraient la] santé (voire la vie) [de leurs adeptes] en danger (se nourrir de détritus, vivre isolé, adopter des régimes alimentaires particuliers sans aucun suivi médical, etc.)» (p.136).

Gadrey, en revanche, ne néglige aucun des obstacles (énormes) à un changement de cap qui sera avant tout un changement anthropologique. Le documentaire d'ARTE, «Prêt à jeter», est venu rappeler bien à propos combien nous sommes impliqués (souvent prisonniers consentants) dans un fonctionnement économique qui repose sur des besoins fabriqués, qu'il s'agisse d'appareils conçus pour une durée de vie limitée ou de l'envie ou, à nouveau, pour cause de pièces de rechange, la nécessité de posséder tel dernier modèle ; aussi combien tous ces trucs et ces bazars sont sources de pollutions multiples, particulièrement au moment de leur fabrication et de leur démantèlement en fin de vie, donc souvent loin de nos pays privilégiés.

Gadrey tient pleinement compte des réticences profondément ancrées à mettre en cause une économie qui repose sur la production de biens. Il démontre que la fin de la croissance matérielle ne signifie 'pas la fin du progrès social' ni du 'dynamisme économique' (17). La première partie de son ouvrage reprend les différents éléments qui permettent d'affirmer que la croissance n'est pas une solution mais fait partie du problème (notamment, avec quelques graphiques, la

.../...

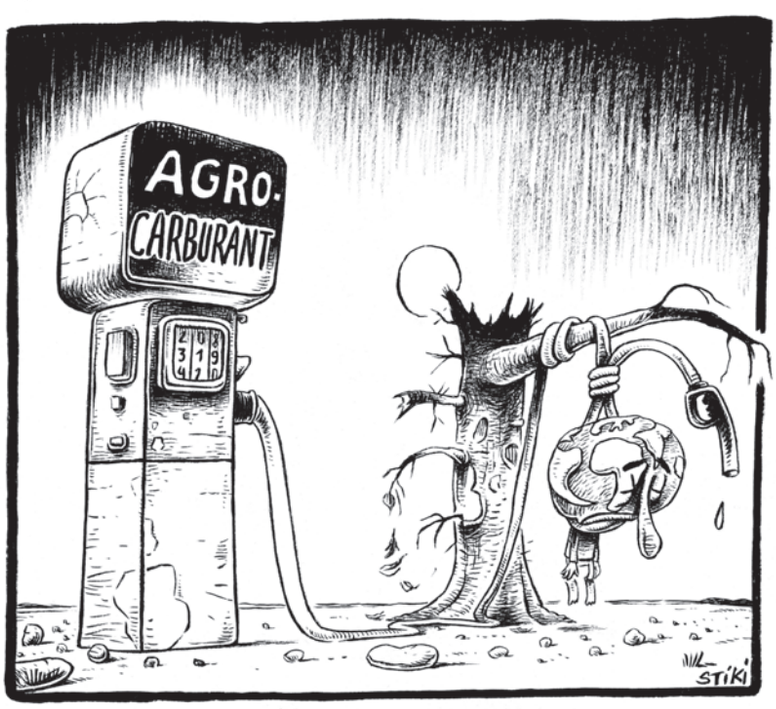


Illustration de Stiki - http://ledessindulundi.ultra-book.com/

DÉCROISSANCE, POST-DÉCROISSANCE...
Pistes de lectures

.../... disjonction entre PIB et bien-vivre, en regard d'un lien direct entre augmentation de la production et impact sur la biosphère, enfin une réponse cinglante et étayée à la croissance verte de Claude Allègre et un constat lucide du modelage médiatique de nos besoins).

Dans la partie suivante, il s'attache à montrer qu'un modèle économique basé sur la recherche du bien-vivre crée des emplois au moins autant qu'elle n'en supprime dans l'industrie : services aux personnes, alimentation provenant de l'agriculture paysanne qui nourrit les sols au lieu de les épuiser, relocalisation de la production en petites entreprises, énorme quantité de travail à fournir pour réparer tout ce qui aura été détruit ou à tout le moins endommagé (116).

La troisième partie développe certains aspects de cette société désirable, notamment ce qu'il appelle «les plus d'une société du bien-vivre» en revenant d'abord sur l'importance primordiale, dans tous les sens du terme, du combat contre les inégalités, y compris «le combat en faveur de droits universels d'accès aux services les plus vitaux de la nature que sont notamment ceux de l'atmosphère, de l'eau et de la biodiversité, et d'un environnement quotidien de qualité» (127). Il consacre un chapitre à expliquer que la croissance n'aide en rien à lutter contre la pauvreté et un autre à la question spécifique des pensions de retraite, ce qui l'amène à une fiscalité juste, un élément clé qu'il reprend dans son tout dernier chapitre.

Dans la dernière partie, il reprend les liens entre la crise systémique dans laquelle nous nous enfonçons et les caractéristiques du capitalisme (il détruit les ressources naturelles, privatise les services publics et les biens communs sociaux, les inégalités sociales lui sont consubstantielles et la spéculation financière est une telle une source de profit que l'on comprend le peu d'empressement à s'y attaquer).

Nous ne sommes pas sortis de l'auberge, et le scénario 'redoutable' d'une humanité partagée entre une minorité retranchée dans des oasis aménagées et protégées militairement et les autres qui tenteraient de survivre dans des conditions dignes du *Rapport Lugano* n'est hélas pas exclu, pas plus d'ailleurs qu'une auto-destruction brutale lors d'un conflit militaire qui déraperait dans le nucléaire ou le bactériologique. Nous reste pourtant l'irréductible optimisme de la volonté.

Sur ce sujet, voir les différentes vidéos de l'équipe d'Annie Leonard, sur son site http://www.storyofstuff.com/ Le script annoté de quatre de ces cinq vidéos est disponible en traduction française, sur demande.

COMPTE RENDU
Démocratie...

Christine Pagnoulle

Le 'Théâtre des rues' présentait ce mercredi 16 février 2011 au Moderne son spectacle « *Et que cela ne nous empêche pas d'aller voter dimanche...* », une série de sketches avec des personnages plus ou moins convenus : Mimi, l'ouvrière militante ; Julia, la gamine qui veut tout, tout de suite, et qui quitte l'école pour travailler dans une pizzeria ; Mado/Madeleine, la musicienne, 'femme émancipée' ; Georges, le brave garagiste indépendant et fier de l'être qui se laisse acheter ; Arturo, le mafioso, patron de la pizzeria, et de plein de bars plus ou moins louches ; le député ('Papa') qui ne peut pas faire ce qu'il voudrait, le pauvre, avec la compétitivité, les directives européennes, la 'défense de l'emploi'…

La complexité n'est pas éludée, mais elle contribue parfois à une certaine confusion. Ainsi dans la première scène, Julia est une gamine insupportable mais à partir de la phrase qu'elle doit recopier 20 fois : 'ma liberté s'arrête là où commence la liberté d'autrui', elle dégage des réflexions très justes sur l'inégalité sociale – et donc les limites du concept de liberté. Dans une autre, Mado est tout à tour méprisante et intraitable vis-à-vis d'Arturo, puis prête à se mettre à table, je veux dire au lit. Est-ce bien Mimi qui se plaint que ce dimanche d'élection soit à nouveau un beau jour d'été ?

Le spectacle met en évidence à quel point le système 'démocratique' actuel sert le capital par des élections qui ne changent rien, dans la mesure où les élus, de toute façon, ne vont ni pouvoir ni vouloir s'en prendre au pouvoir économique et financier (Arturo, quoi, mais lui a encore un visage…) Bref, le propos est juste, mais il gagnerait à être décliné autrement : des saynettes de 5 à 10 minutes maximum, qui se suffisent à elles-mêmes (plutôt qu'une assez longue représentation) et un public qui ne soit pas déjà convaincu : en accord avec l'appellation de la troupe, un public saisi dans un moment de disponibilité (hall de gare ?, galerie commerçante ?, brasserie un samedi après-midi ?...)

L'Agenda d'Attac Liège

Lundi 11 avril, à 19h30*
Quatrième rencontre dans le cadre du cycle de formation « L'Europe et nous » qui abordera l'Europe de demain et les perspectives d'avenir. Avec Englebert Renier.

Mercredi 13 avril, à 19h
Atelier-formation « ABCdaire ». Au programme : « La monnaie».
Dans les locaux de DEFIS-Vesdre, 10, rue Lucien Defays à Verviers

Dimanche 1er mai
Participation au 1er mai syndical
Place Saint Paul.

Lundi 2 mai, à 19h30*
Groupe de coordination d'ATTAC Liège

Mercredi 4 mai : AG statutaires*
19h00 AG des membres effectifs d'Attac-Liège : examen des candidatures de nouveaux membres
19h30 AG statutaire d'Attac-Liège : ratification de la liste des membres effectifs, approbation des comptes, constitution du nouveau groupe de coordination et CA

Mercredi 11 mai, à 19h
Atelier-formation « ABCdaire ». Au programme : « La finance».
Dans les locaux de DEFIS-Vesdre, 10, rue Lucien Defays à Verviers

Lundi 16 mai, à 19h30*
Cinquième rencontre dans le cadre du cycle de formation « L'Europe et nous ». Thème : « L'Europe dans le texte ». Avec Englebert Renier.

Lundi 30 mai, à 19h30*
Groupe de coordination d'ATTAC Liège

Mercredi 8 juin, à 19h
Atelier-formation « ABCdaire ». Au programme : « La crise financière».
Dans les locaux de DEFIS-Vesdre, 10, rue Lucien Defays à Verviers

Jeudi 23 juin *
18 h. Souper convivial ;
19h30 soirée débat,« *climat, croissance, emploi et le nucléaire dans tout ça*», avec Daniel Tanuro

Lundi 1er juillet, 19h30 *
Groupe de coordination d'ATTAC Liège

Du mardi 9 au dimanche 14 août
Université d'été des Attac d'Europe, dans le sillage de celle qui avait été organisée à Sarrebruck en 2008. Six jours de rencontres, d'échanges, de débats, histoire de partager nos expériences, nos questions, nos réflexions, et de rendre du punch à nos travaux dans nos pays et locales respectifs. Au programme : forums, débats et ateliers sur tous les thèmes de réflexion des Attac d'Europe. A Fribourg en Brisgau (Allemagne)

Au Centre liégeois du Beau-Mur, 48-50, rue du Beau-Mur à 4030 Grivegnée

L'autre agenda

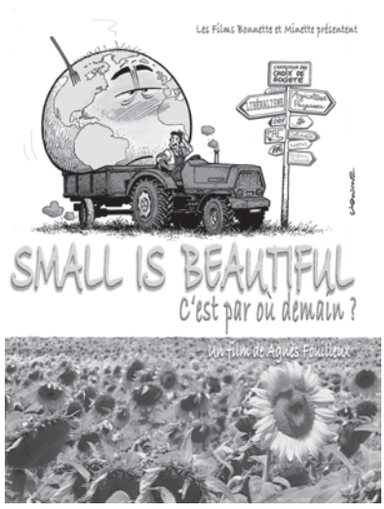
Les samedis 26 mars, 2 avril, 7 mai, 14 mai
Cycle de formation proposé par le CADTM : Comprendre la dette sans prise de tête !
Renseignements et inscription : stephanie@cadtm.org
http://www.cadtm.org/

Du 30 juin au 3 juillet
Université d'Eté du CADTM Europe.
http://www.ena2011.eu/
Les inscriptions sont ouvertes.

Small is beautiful

Si jamais d'aventure vous croyez encore que manger les produits traités qui forment les neuf dixièmes de l'alimentation commercialisée, c'est bon pour la santé, ou pour les sols, ou pour l'air que nous respirons, les nappes phréatiques, les abeilles, les oiseaux, ou d'ailleurs pour les agriculteurs, alors vraiment vous le faites exprès. *L'assiette sale, Le temps des grâces, Solutions locales pour un désordre global*… les documentaires se suivent et, dans une large mesure, ils se ressemblent. Ce n'est pas leur faute : les faits restent les mêmes, et souvent les témoins appelés à livrer leurs analyses aussi.

Le film d'Agnès Fouilleux, *Small is Beautiful* présenté par Al'Binete, l'APAQ-W, Attac, Barricade, le Centre liégeois du Beau-Mur, la Ferme de l'Arbre, la FUGEA, Saveurs paysannes et les Grignoux, au Parc le jeudi 10 février 2011 a le mérite de donner, assez longuement, la parole à des agriculteurs qui se démarquent des pratiques dominantes



imposées par les transnationales de l'agro-alimentaire. Par contre, j'ai trouvé qu'il y avait quelque chose d'un peu agaçant dans les propos finalement assez convenus d'Helen Holder (Amis de la Terre) et d'Aurélie Trouvé, interviewée non en tant que vice-présidente d'ATTAC-France mais en tant que chercheur au Centre d'Economie et Sociologie appliquées aux Espaces ruraux à l'Université de Bourgogne. Mais sans doute cette impatience était-elle due chez moi à un sentiment de «déjà-entendu». Je n'ai pas pu assister au débat, mais il paraît que l'empoignade valait la peine. !

Imprimerie **L'Encrier** scfs à Liège — Réalisé sous Linux Ubuntu avec Scribus /Thierry Wesel